

Un difficile donnant-donnant sur la crise migratoire

UE-AFRIQUE Les dirigeants planchent sur une stratégie globale

- Un sommet barnumesque réunit soixante chefs d'Etat ou de gouvernement.
- Les deux parties ont négocié durement en coulisses.

LA VALETTE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Eriger des opportunités, et non des murs », avait joliment résumé Federica Mogherini, la Haute représentante aux Affaires étrangères de l'UE. Alors que l'Europe est plutôt en train de reconstruire les seconds chez elle – l'Allemagne a même semé la consternation mardi en annonçant qu'elle allait réappliquer les règles de Dublin et renvoyer des migrants – c'est pour s'entendre sur les « opportunités » que quelque 63 chefs d'Etat ou de gouvernement européens et africains se sont réunis dans une capitale maltaise baignée d'un soleil doré, pour un sommet exceptionnel de 24 heures.

L'idée de cette rencontre était née après la tragédie de Lampedusa, lors du premier sommet européen des 28 consacré en avril à la crise migratoire, qu'on n'avait pas encore rebaptisée crise des réfugiés. « *Le raisonnement*, expliquait le Premier ministre Charles Michel en arrivant à Malte, *est que les migrations sont la conséquence du sous-développement, de l'insécurité et des changements climatiques. Ce n'est pas neuf, mais nous avons fait le raisonnement qu'on ne s'en sortira pas sans une stratégie plus forte, concertée avec les chefs d'Etat africains.* »

Bien que le gonflement hors du commun du flot de réfugiés en provenance de Syrie, a paru supplanter la crise migratoire plus large, en particulier parce qu'il a plongé dans le chaos les fondements fragiles des poli-

tiques d'asile mais aussi de contrôle des frontières de l'UE, la question migratoire africaine a fait l'objet depuis la décision sur le sommet de La Valette, d'une difficile négociation entre

l'UE et les pays d'Afrique saharosahélienne, ceux de la Corne, et bien entendu les Etats du Maghreb.

Cette négociation a abouti à une déclaration solennelle, et surtout à un plan d'action en cinq chapitres, qui seront formellement adoptés ce midi : développement, migration légale, lutte contre la migration irrégulière et les trafics d'êtres humains, et accords de retours et réadmissions. Une quinzaine de pages ronflantes de défis et intentions en tous genres, comprenant il est vrai nombre de questions très précises et opérationnelles. Mais il est plus facile de le résumer par le donnant-donnant qui sous-tend cette stratégie sur laquelle les deux continents tentent de se mettre d'accord.

Les pays européens veulent catégoriquement que ceux d'Afrique s'engagent sérieusement dans des politiques d'endiguement des flux. Cela comprend notamment la création de centres d'accueil, de transit et surtout de retours aux pays, comme il est prévu d'en créer un à Agadez (Niger), par où passent 90 % des migrants d'Afrique occidentale. (Mais font deux tiers

toutefois restent coincés en Afrique du Nord, lire notre reportage dans *Le Soir* de lundi.)

L'Europe veut aussi que les Africains acceptent enfin les réadmissions (forcées) et retours (volontaires) de migrants illégaux. Des retours régis par des accords, mais qui restent lettre morte. Les pays africains ne veulent, en réalité, pas mettre en pratique les réadmissions forcées.

Les 28 se disent prêts à soutenir financièrement les efforts demandés aux Africains, notamment par la création d'un nouveau Fonds fiduciaire pour l'Afrique, qui sera officiellement lancé ce jeudi matin. Les pays africains par contre, veulent que l'UE ouvre enfin un peu plus les vannes de la mobilité à leurs étudiants, chercheurs et hommes d'affaires. Le « plan d'action » mentionne il est vrai cette piste, mais une source haut placée laissait entendre la crainte des Européens que cette voie ne se transforme « *en nouveau canal de migration illégale* ».

Par ailleurs, les Africains ont peu de raison de se laisser convaincre aisément par ce qui reste des promesses financières. Le nouveau Fonds fiduciaire doit être alimenté à moitié par 1,8 milliard d'euros prélevé sur les budgets de développement de l'UE, les Etats membres ayant promis de doubler ce montant. A l'ouverture du sommet, on n'en était toutefois encore qu'à une cinquantaine de millions d'euros pour ce second volet (dont 3 millions promis par la Belgique, le montant minimal assurant d'un siège au conseil du Fonds).

Dans la nuit de mardi à mercredi, les négociateurs européens et africains ont mené, selon plusieurs sources, des débats houleux jusqu'à cinq heures du matin pour clore la négociation sur les textes finaux. Sur les retours et réadmissions, les deux camps se sont finalement entendus sur une formulation indiquant « *la préférence pour les retours volontaires* ». Mais les Africains ont aussi annoncé qu'ils comptaient évoquer sans ménagement leurs autres préoccupations lors du sommet proprement dit : l'argent, et une politique plus généreuse d'attribution de visas. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

FAITS DU JOUR**Drames de la mer**

Au moins 18 migrants, dont 7 enfants, sont morts noyés mercredi alors qu'ils tentaient de rejoindre la Grèce, les deux derniers en date d'une longue série de naufrages meurtriers survenus depuis des mois au large des côtes turques. (afp)

Barbelés slovènes...

La Slovénie a posé mercredi des barbelés à sa frontière avec la Croatie après avoir annoncé la veille son intention de mettre en place des « *obstacles techniques* » pour mieux contrôler l'arrivée des migrants. Ljubljana a justifié cette mesure par la perspective d'une nouvelle arrivée de 30.000 personnes dans les prochains jours. (afp)

... et frontière suédoise

La Suède va provisoirement rétablir les contrôles à ses frontières pour faire face à l'afflux ininterrompu de migrants qui « *menace l'ordre public* », a annoncé mercredi le gouvernement. La mesure entrera en vigueur ce jeudi, à midi, et sera dans un premier temps maintenue pour une période de 10 jours, a précisé le ministre de l'Intérieur, Anders Ygeman. (afp)